

Friedrich Merz et la recherche d'un nouvel horizon géopolitique pour l'Allemagne

Jean-Louis Georget | 1 octobre 2025 | ARTICLES | 



L'année 2022 a constitué un tournant pour l'Allemagne, qui avait refusé de s'écarter de la doctrine élaborée dans les années ayant suivi la chute du mur de Berlin, celle du « changement par le commerce » (« *Wandel durch Handel* ») héritée de l'Ostpolitik des années 1970 et qui partait de l'idée que l'intégration économique de la Russie et de la Chine contribuerait à leur transformation politique. Parallèlement, les « dividendes de la paix » – la réduction des dépenses militaires – ont permis de financer des baisses d'impôts et des investissements civils. Bien que des signaux d'alerte aient été perçus dès l'agression russe en Géorgie (2008), puis lors de l'annexion de la Crimée (2014), ils n'ont pas entraîné de changement de cap. Il a fallu l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, en février 2022, pour que l'Allemagne prenne la mesure du bouleversement géopolitique. Ce conflit a remis en cause un modèle assis sur la coopération et l'importation de gaz russe bon marché. Au-delà de l'énergie, il met en évidence la fragilité d'un positionnement international fondé sur le renoncement à une ambition géopolitique propre et sur la protection américaine au sein de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

La guerre a marqué un véritable « changement d'époque » (« *Zeitenwende* »), selon la formule du précédent chancelier, Olaf Scholz, dans son discours exceptionnel au Bundestag du 27 février 2022. Par son contenu comme par sa solennité, cette allocution a constitué une rupture historique : elle a mis fin aux illusions d'un modèle centré sur la coopération avec la Russie et a ouvert la voie à une réorientation profonde de la politique étrangère, énergétique et militaire de l'Allemagne.

Dans ce cadre, Olaf Scholz a annoncé la création d'un fonds spécial de 100 milliards d'euros, mesure exceptionnelle dérogeant au frein à l'endettement, destiné à moderniser en cinq ans une Bundeswehr jugée incapable de remplir ses missions et à permettre le respect de l'objectif de 2 % du produit intérieur brut (PIB) consacré à la défense. Dans le même temps, la dépendance énergétique envers Moscou a été fortement réduite et Berlin a rompu avec la règle fixée par le gouvernement fédéral (Bundesregierung) dans ses « [Principes politiques pour l'exportation d'armes de guerre et d'autres biens d'armement](#) » (26 juin 2019), en autorisant pour la première fois des livraisons d'armes à une zone de conflit. Jusqu'alors, seul Israël avait constitué une exception durable, justifiée par la responsabilité particulière que l'Allemagne revendique vis-à-vis de la survie et de

la sécurité de l'État hébreu.

Si le soutien à Kyiv a été substantiel, l'absence d'une ligne stratégique claire au niveau de la chancellerie a entretenu les doutes des alliés quant à la fiabilité de Berlin. C'est dans ce contexte que l'Allemagne a lancé pour la première fois l'élaboration d'une « Stratégie nationale de sécurité », prévue dès le contrat de coalition de novembre 2021 et officiellement initiée en mars 2022, avant d'être publiée en juin 2023. Cette inflexion se donne à voir, de façon privilégiée, dans la relation à la Chine et au « Sud global » – point de convergence entre découplage économique, options énergétiques et dynamiques migratoires.

Des élections à haut risque : la courte victoire de la CDU

Après l'éclatement de la coalition début novembre 2024, le gouvernement a sciemment posé la question de confiance qu'il a perdue ; la dissolution du Bundestag et la date des élections ont ensuite résulté d'une négociation avec l'opposition. Le scrutin s'est révélé crucial : face à la montée inédite de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), devenue la deuxième force politique au Bundestag, la démocratie chrétienne s'est rangée derrière Friedrich Merz, figure conservatrice et atlantiste, doté d'une longue expérience politique et professionnelle – avocat d'affaires puis président de BlackRock en Allemagne –, mais sans aucune expérience gouvernementale. Après l'échec d'Armin Laschet aux élections fédérales de septembre 2021 – auquel il s'était déjà opposé lors du scrutin interne de janvier –, Friedrich Merz avait pris la tête de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU) et engagé une refondation doctrinale.

En rupture avec Angela Merkel, qui l'avait écarté de la direction du groupe parlementaire en 2002, il assume une orientation plus tranchée : conservatrice sur les valeurs, libérale en matière économique et sociale. Il restructure ainsi le corpus idéologique du parti autour de la souveraineté nationale, de la rigueur budgétaire, de la valorisation de la culture allemande et d'un rapport exigeant au travail. Il défend également le rétablissement de la conscription – proposition aussi avancée par le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) de Boris Pistorius –, une politique migratoire sélective et une politique sociale plus incitative à l'activité. Son programme affirme une volonté d'ancrer le parti dans une tradition d'ordre, tout en l'adaptant aux défis contemporains : transition énergétique, digitalisation et réindustrialisation.

Lors des élections anticipées du 23 février 2025, la CDU, alliée à l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU), est devenue la première force politique du pays avec 28,5 % des suffrages (22,6 % pour la CDU et 6 % pour la CSU), devant l'AfD (20,8 %), le SPD (16,4 %), les Verts (11,6 %) et la Linke (8,8 %). Après de longues discussions, un accord intitulé « Une responsabilité envers l'Allemagne » (« *Verantwortung für Deutschland* ») a été conclu le 9 avril entre la CDU-CSU et le SPD, et a ouvert la voie à une « grande coalition » au sens classique du terme, réunissant le premier et le troisième groupe parlementaire. Approuvé par 84,6 % des membres du SPD lors d'un vote interne, puis signé le 5 mai, il a permis l'élection de Friedrich Merz à la chancellerie dès le lendemain. Toutefois, faute d'avoir obtenu la majorité absolue d'entrée de jeu, Merz a été désigné au second tour avec 325 voix sur 730, conformément à la Loi fondamentale, marquant ainsi une première dans l'histoire de la République fédérale. Autant dire que Friedrich Merz n'est pas sorti conforté de son élection.

Friedrich Merz : un mandat crucial pour réaffirmer la place de l'Allemagne en Europe

On a souvent affirmé que le mandat du nouveau chancelier pourrait être aussi décisif que celui de Konrad Adenauer. Comme son illustre prédécesseur, Merz se trouve confronté au défi d'une nouvelle « intégration occidentale » (« *Westintegration* ») : trouver un équilibre subtil entre le lien transatlantique et l'approfondissement de l'intégration européenne, en particulier par un resserrement du partenariat franco-allemand. Cette tâche est d'autant plus pressante que l'Allemagne connaît un ralentissement économique marqué – conséquence des crises énergétiques, industrielles et budgétaires récentes – et qu'elle voit progresser l'extrême droite, surtout dans l'Est du pays. Pour éviter que cette dynamique ne s'amplifie, Merz mise sur une relance de la compétitivité et sur un retour à une position de premier plan dans le jeu européen et mondial. Son mandat apparaît ainsi comme un moment charnière : refonder la puissance économique et politique de l'Allemagne afin de consolider sa démocratie et de préserver son rôle moteur en Europe.

Dans son discours du 23 février 2025, au soir des élections, Friedrich Merz avait plaidé pour une Europe plus « indépendante » des États-Unis. Pourtant, dans une allocution à Berlin le 27 mai, il a infléchi son propos en défendant une Europe « souveraine », mais étroitement liée au cadre transatlantique, se démarquant ainsi de l'autonomie stratégique prônée par la France. Sitôt investi, il s'est rendu à Paris pour rencontrer Emmanuel Macron – après un premier déplacement dès février et une rencontre en mars à Berlin – afin de relancer un moteur franco-allemand mis à mal sous Olaf Scholz. Les deux dirigeants ont annoncé un « nouveau départ » dans une tribune commune publiée dans *Le Figaro* et *Die Welt*, axée sur la sécurité, l'économie et l'Europe. Soucieux d'intégrer l'Est du continent dans cette dynamique, Merz a poursuivi par une visite à Varsovie le 8 mai pour s'entretenir avec Donald Tusk. Mais les projets allemands de renforcer les contrôles aux frontières et de limiter l'asile ont suscité de fortes réserves côté polonais, au point que Varsovie a annoncé, le 1^{er} juillet, l'instauration de contrôles réciproques à partir du 7 juillet.

Le chancelier a aussi marqué sa présence à Bruxelles en rencontrant la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, le président du Conseil européen António Costa et la présidente du Parlement européen Roberta Metsola, avant de s'entretenir séparément avec le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte. L'objectif affiché était de réaffirmer la volonté de l'Allemagne de jouer un rôle moteur dans la gouvernance européenne, tout en assurant la continuité du lien transatlantique. [Merz a insisté](#) sur la nécessité de maintenir l'aide à l'Ukraine, de coordonner plus étroitement la politique migratoire, de renforcer la compétitivité économique de l'UE et d'augmenter les dépenses de défense.

Un engagement affirmé aux côtés de l'Ukraine dans un contexte géopolitique bouleversé

Le chancelier Merz a multiplié les démarches, comprenant sans doute qu'avec l'élection de Donald Trump, l'Europe devait assumer son destin militaire et géopolitique. Angela Merkel l'avait déjà affirmé en 2017, mais la guerre en Ukraine a transformé ce constat en urgence. Le 10 mai, aux côtés d'Emmanuel Macron, de Donald Tusk et de Keir Starmer, il s'est rendu à Kyiv pour rencontrer Volodymyr Zelensky. Ce geste collectif visait moins à afficher un simple soutien qu'à affirmer que la sécurité de l'Europe dépendait désormais de sa capacité à agir unie et à se placer au centre du règlement du conflit. La date était d'ailleurs bien choisie, au lendemain de la démonstration de force de Vladimir Poutine à Moscou, [à l'occasion du défilé militaire](#) pour commémorer la victoire de la Russie sur l'Allemagne à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Si l'appel au cessez-le-feu immédiat à partir du 12 mai est resté lettre morte, Berlin a renouvelé à cette occasion sa volonté de se montrer solidaire de son allié ukrainien, avertissant que si Moscou ne s'engageait pas dans un cessez-le-feu immédiat, elle fournirait une aide massive à l'Ukraine et imposerait de nouvelles sanctions à la Russie.

Le chrétien démocrate s'est d'emblée placé en contrepoint non pas des hésitations d'Olaf Scholz – dont il faut rappeler la rupture déterminée avec la tradition allemande, illustrée par le « tournant historique » (« *Zeitenwende* ») proclamé en février 2022 et par la création d'un fonds spécial destiné à la modernisation des forces armées de 100 milliards d'euros (« *Sondervermögen* ») –, mais d'une posture jugée insuffisamment résolue depuis l'opposition, notamment sur la livraison des missiles Taurus à l'Ukraine, qu'il n'a d'ailleurs pas concrétisée depuis son accession au pouvoir, en raison des risques d'escalade liés à leur portée particulièrement longue et des réticences persistantes dans la classe politique allemande. Il s'est aussi [démарqué de la politique plus ambivalente d'Angela Merkel](#) envers la Russie après 2014, comparaison qui doit être nuancée tant le contexte international diffèrait, entre l'annexion de la Crimée et la guerre déclenchée en 2022, ou encore entre le premier mandat de Donald Trump et son retour en 2025, mais qui souligne néanmoins l'écart d'approche.

Ce même ancrage occidental et atlantique s'est manifesté lors de sa première visite au président Trump le 5 juin 2025 : resté volontairement en retrait d'un entretien largement dominé par des discussions sur Elon Musk, il a néanmoins réaffirmé, dans un anglais impeccable, le soutien inconditionnel de l'Europe à l'Ukraine et la responsabilité de la Russie comme agresseur. Malgré leurs divergences, les deux dirigeants ont convenu de renforcer la coopération transatlantique et d'aborder les tensions commerciales, ainsi que leurs implications pour l'économie allemande.

Un engagement militaire, mais des hésitations sur le plan économique

Cette détermination s'est notamment fait entendre le 28 mai 2025, lors [d'une conférence de presse à Berlin](#) au cours de laquelle l'Allemagne a annoncé fournir à l'Ukraine des armes sans restriction de portée, permettant ainsi à Kyiv de se défendre pleinement, y compris contre des cibles militaires en dehors de son territoire. La déclaration a été largement reprise par la presse, qui redoublait de conjectures quant à la possible livraison de missiles Taurus de longue portée.

Si la rupture semble nette dans le discours, elle reste moins évidente dans les faits. Friedrich Merz a néanmoins compris que la défense européenne, longtemps objet de tergiversations, devenait un enjeu central pour son gouvernement. Il a réaffirmé, lors de la [présentation de la 45^e brigade blindée en Lituanie](#), l'engagement de l'Allemagne à défendre chaque centimètre carré du territoire de l'OTAN et repris l'annonce faite par le ministre fédéral des Affaires étrangères, Johann Wadephul, d'un [objectif de 3,5 % du PIB](#) pour la défense, assorti d'un supplément de 1,5 % consacré aux infrastructures militaires. Il a aussi exprimé son soutien à l'initiative Readiness 2030, nouveau nom de ReArmEurope proposé par Ursula von der Leyen, qui vise à renforcer les capacités de défense de l'Union européenne avec un budget potentiel de 800 milliards d'euros. L'enjeu est de réduire la dépendance sécuritaire envers les États-Unis et de favoriser l'essor d'une industrie de défense européenne, dont les entreprises allemandes – Rheinmetall, ThyssenKrupp ou Siemens – sont déjà parmi les acteurs dominants. On ne saurait oublier que, malgré les « dividendes de la paix », l'Allemagne est demeurée au cours des dernières décennies un exportateur majeur d'armes.

Cette orientation européenne ne signifie pas pour autant que le nouveau chancelier adhère pleinement aux recommandations du rapport Draghi, qui insiste sur la nécessité d'investissements massifs pour relancer la compétitivité, l'innovation et la transition énergétique. Il s'est montré jusqu'ici très réservé face à l'idée d'instaurer une dette commune permanente au niveau de l'UE, [insistant sur la nécessité de préserver les principes de responsabilité budgétaire](#). On peut aussi comprendre que sa propension à

souligner la nécessité d'une [réforme, voire de l'abrogation, de la directive européenne sur la chaîne d'approvisionnement](#), estimant qu'elle impose une charge administrative excessive aux entreprises européennes et nuit à leur efficacité, répond avant tout aux intérêts de l'industrie allemande, sous couvert d'appuyer la France. Friedrich Merz privilégie une approche intergouvernementale de l'intégration européenne, soutenant une coopération renforcée entre les États membres là où elle apporte une valeur ajoutée, tout en respectant le principe de subsidiarité. Cette orientation traduit moins un [éloignement du fédéralisme](#) associé à la CDU qu'un recentrage pragmatique sur les intérêts économiques nationaux dans le cadre européen.

C'est d'abord dans le rapport à la Chine et au « Sud global » que se lisent avec netteté les effets du tournant : désenchevêtrement technologique, sécurisation des approvisionnements, recomposition des alliances.

Une obligation de repenser le monde : la Chine et le « Sud global »

Le nouveau chancelier, manifestant par son activisme le retour de la République fédérale sur la scène européenne, se démarque aussi de ses deux prédécesseurs en ce qui concerne la Chine et son découplage progressif de l'économie allemande. Loin du discours parfois lénifiant d'Angela Merkel sur la priorité du commerce sur d'autres considérations politiques, Friedrich Merz a qualifié le 15 mai 2025 la Chine de membre de l'« axe des autocraties » aux côtés de la Russie, de l'Iran et de la Corée du Nord. Il a souligné que [les relations avec Pékin ne s'appréhendent pas seulement sous l'angle des défis économiques](#), mais représentent également un problème systémique pour les démocraties occidentales. Il a d'ailleurs habilement sollicité le 23 mai 2025 le soutien de Xi Jinping pour les efforts internationaux visant à établir un cessez-le-feu en Ukraine, mettant ainsi en évidence la contradiction de la République populaire de Chine entre ses actes et ses paroles.

Le chancelier a saisi la dimension du problème dans son discours du 28 mai au Bundestag en soulignant la nécessité de redéfinir la politique allemande envers l'Afrique, en mettant l'accent sur les migrations et la politique énergétique. Pour ce qui concerne la politique migratoire, la coalition a connu ses premières difficultés avec la décision du ministre Alexander Dobrindt (CSU) de raccompagner trois immigrants illégaux somaliens à la frontière, qui a été [contestée par un tribunal berlinois](#). La question de la régulation des flux migratoires avec le continent africain est centrale pour la CDU afin d'endiguer la montée de l'AfD, notamment dans la partie orientale de l'Allemagne, qui est confrontée à l'immigration depuis moins longtemps que la partie occidentale.

*

* *

S'il est trop tôt pour juger de l'évolution de la coalition et de la capacité du nouveau gouvernement à redéfinir un horizon géostratégique pour l'Allemagne, les premiers pas du chancelier témoignent déjà d'une ligne plus conservatrice et volontariste que celle qui avait prévalu sous Angela Merkel.

Ce contraste doit cependant être replacé dans la rupture discursive et politique intervenue dès 2022, après plus de 30 ans de pacifisme d'État et d'ancrage antimilitariste dans de larges pans de la société, rupture illustrée par la réapparition dans le débat public de la notion de « capacité de faire la guerre ». L'action de Friedrich Merz doit ainsi se lire autant dans ce prolongement que dans la volonté d'affirmer sa propre orientation : s'il a dû tempérer certaines positions depuis son arrivée au pouvoir, notamment en matière économique et sociale, il a conservé une inflexion plus marquée sur les questions de politique étrangère et de sécurité.

C'est dans ce contexte qu'il a œuvré à l'amendement de la constitution afin de permettre l'endettement nécessaire au financement de l'armement et des infrastructures, alors même qu'il avait contribué à la chute du gouvernement précédent en dénonçant une politique budgétaire jugée irresponsable. Malgré ses velléités de changement, son action reste encore à mesurer à l'aune des bouleversements internationaux qui continuent de redéfinir la place de l'Allemagne. Cette recomposition se joue aussi dans son rapport avec la France, dont la dynamique de « couple » demeure décisive : coopération étroite sur les grands programmes d'armement comme le SCAF (système de combat aérien du futur) et le MGCS (système terrestre successeur des chars Leclerc et Leopard 2), tensions récurrentes sur l'énergie (nucléaire et gaz), mais aussi convergence dans la volonté de préserver le rôle moteur de l'Europe face aux crises mondiales.

Crédits photo : Eminaldo

Jean-Louis Georget

Jean-Louis Georget est professeur des universités à la Sorbonne Nouvelle, directeur du Centre d'études et de recherches sur l'espace germanophone (EA 4223) et rédacteur en chef adjoint de la revue *Allemagne d'aujourd'hui*.

Comment citer cette publication

Jean-Louis Georget, « Friedrich Merz et la recherche d'un nouvel horizon géopolitique pour l'Allemagne », *Le Rubicon*, vol. 5, 1 octobre 2025

[<https://lerubicon.org/friedrich-merz-et-la-recherche-dun-nouvel-horizon-geopolitique-pour-lallemagne/>].